

FASO FILMS NEWS

MARS-AVRIL 2026

N°01



À LA UNE

VERS UN CINÉMA RÉGIONAL SOUVERAIN ET PUISSANT

Tout sur la rencontre des États de l'UEMOA et de la Guinée

○ ○ ◀ FASO FILMS FONDS

Plusieurs projets soutenus
par l'ABCA déjà en action
sur le terrain

P. 20

INTERVIEW

Boukary OUÉDRAOGO
Analyste économique

«Le cinéma doit devenir
une véritable industrie
créatrice de richesses»

P. 14



Salvifique rencontre de Ouagadougou



Alex Moussa SAWADOGO
Directeur Général

Les directeurs de la cinématographie des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée Conakry étaient en conclave les 17 et 18 mars 2026 à Ouagadougou au Burkina Faso. Face aux boulets qui plombent le développement de la filière cinéma dans la région, ils ont décidé de lui administrer des panacées structurelles rompant avec le saupoudrage conjoncturel aux effets éphémères et abyssalement distant de l'importance que revêt le cinéma dans ces pays.

La rencontre de Ouagadougou n'est pas une rencontre de plus. Elle tranche nettement avec les conclaves aux conclusions soporifiques. Elle constitue le premier pas d'un nouveau départ avec déjà des prémices qui gagent d'une restructuration salvatrice. Les échanges de Ouagadougou visent à coordonner les politiques publiques de cinéma et résoudre de façon concrète des problèmes cruciaux tels que l'insuffisance et l'inadéquation des mécanismes de financement, la fragmentation des marchés nationaux. Elle entend, en sus, œuvrer à une meilleure exploitation des plateformes numériques de diffusion.

Sur le financement, en plus du renforcement du plaidoyer pour une meilleure injection de fonds des pays de la région dans la filière, elle embraye sur un levier inédit. En effet, elle œuvre à la mise en place d'un fonds régional de coproduction. Ce fonds qui sera alimenté par les Etats devra bénéficier d'un budget conséquent.

La rencontre a aussi en ligne de mire de décloisonner les marchés nationaux pour une meilleure circulation des productions. Ainsi, les productions nationales se voient offrir une plus grande surface de circulation. Cela induira de meilleurs revenus aux films et à toutes les personnes qui y travaillent avec des emplois qualifiés promus et sauvegardés induisant des richesses durables.

Cette nouvelle situation sera tout aussi bénéfique à l'économie informelle qui gravite autour du cinéma en améliorant le quotidien de millions de personnes.

Par ailleurs, et il faut le souligner avec force, les messages véhiculés par ces films toucheront un bien plus large public.

Le cinéma de ces pays portera désormais deux (02) ambitions fortes. Celle d'être un terreau culturel qui porte un projet politique endogène en faveur du bien-être des populations. Et celle d'être une niche dont la part contributive à l'économie régionale est remarquable. En cela, la rencontre de Ouagadougou est salvifique.

Gouvernance

DÉCLARATION DE OUAGADOUGOU SUR LA SOUVERAINETE AUDIOVISUELLE

Adoptée à l'issue de la rencontre des directeurs de la cinématographie des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et de la République de Guinée

PRÉAMBULE

Nous, Directeurs et Responsables des administrations publiques en charge de la cinématographie et de l'audiovisuel des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et de la République de Guinée, réunis à Ouagadougou les 17 et 18 mars 2026, à l'occasion de la Rencontre consacrée au thème : « Cinéma africain, souveraineté culturelle et coopération régionale : rôle et responsabilités des États », à l'invitation du Gouvernement du Burkina Faso, à travers le Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme du Burkina Faso, et à l'initiative de l'Agence Burkinabè de la Cinématographie et de l'Audiovisuel (ABCA), Animés par la volonté commune de promouvoir un environnement propice au développement durable des industries cinématographiques et audiovisuelles régionales, Convaincus du rôle stratégique du cinéma et de l'audiovisuel dans la construction des imaginaires collectifs, la transmission des valeurs culturelles et la consolidation de l'identité et de la souveraineté culturelles des peuples de la région, Réaffirmant l'importance des industries cinématographiques et audiovisuelles en tant que moteurs de croissance économique, d'innovation, de création d'emplois et d'intégration régionale,

RAPPELANT

- les engagements des États de l'espace

communautaire et de la République de Guinée en faveur de la promotion et de la protection de la diversité des expressions culturelles ;

- la nécessité de renforcer la coopération régionale pour relever les défis structurels auxquels sont confrontées les industries cinématographiques et audiovisuelles de l'espace communautaire ;
- l'importance d'un rôle accru des pouvoirs publics dans la structuration, la régulation et le financement du secteur ;

CONSCIENTS

- des mutations profondes de l'écosystème mondial de la production et de la diffusion des contenus audiovisuels ;
- des enjeux liés à la souveraineté culturelle et à la présence des œuvres régionales dans l'espace médiatique mondial ;
- de la nécessité de mutualiser les efforts des États afin de renforcer la compétitivité et la visibilité des cinémas de la région ;

SALUANT

l'engagement constant des États de l'espace communautaire en faveur du développement du cinéma et de l'audiovisuel, ainsi que les initiatives portées par les institutions régionales, les professionnels du secteur et les partenaires techniques et financiers.

NOUS FÉLICITONS

de la tenue de la présente rencontre, qui constitue une étape importante dans le



Gouvernance

renforcement du dialogue institutionnel et de la coopération régionale dans le domaine de la cinématographie et de l'audiovisuel.

DÉCLARONS

notre détermination commune à renforcer les politiques publiques en faveur du développement des industries cinématographiques et audiovisuelles et à promouvoir une coopération régionale ambitieuse et structurante.

ANNONÇONS

1. L'institution d'un Cadre permanent de concertation des Directeurs de la cinématographie des États membres de l'espace communautaire et de la République de Guinée, destiné à favoriser la coordination des politiques publiques et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

2. La mise en place d'un accord cadre de collaboration régionale, afin de renforcer les capacités de coproduction, la compétitivité des œuvres cinématographiques régionales, les politiques publiques, l'harmonisation des normes, la réglementation du secteur et les instruments communs de protection des œuvres et de lutte contre la piraterie.

3. L'engagement pour la mise en place d'un fonds régional de soutien au cinéma et à l'audiovisuel, pour le financement des coproductions régionales, le soutien aux projets ambitieux à forte valeur ajoutée et la promotion des œuvres filmiques dans les festivals internationaux.

4. L'engagement à plaider pour l'adoption d'une directive régionale visant à harmoniser l'adoption de lois nationales de régulation des plateformes de streaming et de vidéo à la demande ; ainsi qu'à défendre une position commune face aux multinationales.

5. Le développement d'un réseau intégré de diffusion en préconisant un réseau de salles de cinéma interconnectées et la mise en place d'une plateforme numérique commune résultant de l'interconnexion de plateformes numériques nationales et dédiée aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles régionales.

6. La création d'un marché régional du cinéma et de l'audiovisuel pour renforcer les opportunités de distribution et d'investissement.

7. L'engagement à mettre en place un mécanisme régional de veille (observatoire) de la souveraineté audiovisuelle pour disposer de données fiables pour l'élaboration des politiques publiques.

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- renforcer la coopération entre les administrations publiques en charge de la cinématographie et de l'audiovisuel ;
- promouvoir l'harmonisation progressive des cadres réglementaires et des mécanismes de soutien au secteur ;
- soutenir le développement des infrastructures de production, de distribution et d'exploitation cinématographiques ;
- encourager la formation et le renforcement des capacités des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel ;
- favoriser l'émergence d'un marché régional dynamique des contenus cinématographiques et audiovisuels.

APPELONS

- les Gouvernements des États à accorder une priorité accrue au développement des industries cinématographiques et audiovisuelles ;
- les institutions régionales à accompagner



Gouvernance

les initiatives visant à structurer durablement le secteur ;

- les partenaires techniques et financiers à soutenir les politiques publiques culturelles, les programmes et les projets structurants dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel de l'espace communautaire.

EXPRIMONS

notre profonde gratitude au Gouvernement et au peuple du Burkina Faso pour l'accueil chaleureux et l'organisation réussie de cette rencontre à Ouagadougou, capitale historique du cinéma africain.

ADOPTONS

la présente Déclaration de Ouagadougou sur la Souveraineté audiovisuelle, assortie d'une feuille de route qui constituera une référence commune pour le renforcement de la coopération régionale et la promotion dynamique des cinémas d'Afrique et de la Diaspora compétitifs et porteurs de souverainetés culturelles.

Fait à Ouagadougou, le 18 mars 2026

Ont signé,

Le Directeur du Cinéma et des Arts vivants du Bénin

Faïssol GNONLONFIN

Le Directeur Général de l'Agence Burkinabè de la Cinématographie et de l'Audiovisuel

Alex Moussa SAWADOGO

Le Représentant du Directeur Général de Côte d'Ivoire Cinéma

Adama KONKOBO

Le Directeur Général du Centre National de la Cinématographie du Mali

Sidy Lamine BAGAYOKO

Le Directeur Général du Centre National de la Cinématographie du Niger

Mahaman Kaminou HAMISSOU

Le Directeur du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée du Togo

Essohanam KOUTOM

Le Directeur Général de la Culture du Sénégal

Abdou Simbandy DIATTA

Le Directeur de la Cinématographie et de l'Audiovisuel du Sénégal

Germain COLY

Le Directeur Général de l'Office National du Cinéma, de la Vidéo et de la Photographie de Guinée

Amara TRAORE



Programme et actions

Cinéma dans l'UEMOA et en Guinée : mieux structurer pour davantage de souveraineté

Réunis les 17 et 18 mars 2026 à Ouagadougou, les directeurs et responsables de la cinématographie des pays de l'UEMOA et de la République de Guinée ont engagé une réflexion stratégique sur l'avenir du cinéma africain. Les travaux se sont déroulés sous le thème « Cinémas d'Afrique, souveraineté culturelle et coopération sous-régionale : rôle et responsabilité des États ». La rencontre a débouché sur l'adoption de la « Déclaration de Ouagadougou sur la souveraineté audiovisuelle ».

Après 48 heures de travaux, les participants ont validé un plan d'actions 2026-2030 visant à renforcer les industries cinématographiques africaines à travers la création de mécanismes de financement adaptés, la modernisation des infrastructures et la professionnalisation du secteur. Ils ont également recommandé la mise en place d'un fonds régional de soutien au cinéma, d'un cadre permanent de concertation ainsi qu'une harmonisation des législations sur les plateformes de streaming et de vidéo à la demande.

Présidant la cérémonie de clôture, le ministre en charge de la Culture, Pingdwendé Gilbert Ouédraogo, a salué une initiative qui traduit la volonté des États africains de faire du cinéma un levier de souveraineté culturelle, de développement économique et d'intégration régionale. La prochaine rencontre des directeurs de la cinématographie est prévue en juillet 2026 à Conakry, en Guinée.

 **Yakouba BONKOUNGOU**





FESPACO

20 - 27 MARS 2027

**APPEL A
FILMS**

**CALL FOR
ENTRIES**

#FESPACO 1985



**AGENCE BURKINABÈ
DE LA CINÉMATOGRAPHIE
ET DE L'AUDIOVISUEL**

**Deadline
20 SEP
2026**



fespaco.bf

Programme et actions

ISIS-SE : le laboratoire des futurs talents du cinéma africain

Au Burkina Faso, la formation aux métiers du cinéma se consolide autour d'une institution de référence : l'Institut supérieur de l'image et du son-Studio École (ISIS-SE). Intégré à l'Agence Burkinabè de la Cinématographie et de l'Audiovisuel, l'établissement s'impose aujourd'hui comme un véritable creuset du savoir cinématographique et audiovisuel en Afrique.



Créé en 2004 sous l'appellation IRIS avant de devenir ISIS-SE en 2006, l'institut traduit la volonté de l'État burkinabè, à travers le ministère en charge de la Culture, de former des professionnels qualifiés pour soutenir le rayonnement du Burkina Faso comme « capitale du cinéma africain ». Sous la direction de Monsieur Aimé Bado, l'établissement assure des formations initiales et continues dans plusieurs métiers du cinéma et de l'audiovisuel.

Chaque année, une vingtaine d'étudiants venus du Burkina Faso et d'autres pays africains y sont formés dans les domaines de la production, de la réalisation, du montage, de l'image et du son. L'ISIS-SE se distingue également par ses innovations

pédagogiques : analyses de films par les étudiants, organisation du ciné-club chaque vendredi, sorties de terrain et participation à de grands rendez-vous internationaux comme la Berlinale ou le Festival de Locarno. L'institut mise aussi sur la discipline et l'excellence avec des initiatives comme la montée des couleurs nationales tous les lundis, le port de la tenue traditionnelle ou encore le renforcement des outils pédagogiques. Dans ses perspectives, l'ISIS-SE ambitionne de réviser ses curricula afin de rendre opérationnel de nouveaux métiers comme le scénario et l'actorat, tout en développant davantage ses partenariats académiques à l'échelle régionale et internationale.

 **Sibila Jean KABRÉ**



Programme et actions

Sauvegarder la mémoire du cinéma burkinabè : la Cinémathèque africaine en croisade contre la disparition des archives.

La Cinémathèque africaine de Ouagadougou, sous l'impulsion de l'Agence burkinabè de la cinématographie et de l'audiovisuel, a lancé une vaste campagne nationale de sensibilisation et de collecte d'archives cinématographiques et audiovisuelles. Une initiative ambitieuse destinée à préserver la mémoire du cinéma burkinabè et africain menacée par le temps et les mauvaises conditions de conservation.

Lancée le 08 décembre 2025 à Ouagadougou, cette campagne couvre six grandes régions culturelles du Burkina Faso : le Nando, le Gourikro, le Kadiogo, les Kuisé, le Djôrô et le Yaadga. Sur le terrain, les équipes vont à la rencontre des détenteurs privés d'archives afin d'identifier, sensibiliser et collecter films, photographies, enregistrements sonores et objets liés à l'histoire du cinéma et de l'audiovisuel.

Les premières missions ont déjà permis d'enregistrer des résultats encourageants. À Kaya, dans la région des Kuisé, une équipe déployée du 25 au 31 mars a rencontré plusieurs professionnels et acteurs culturels. La mission a permis de collecter cinq films documentaires numériques sur les fêtes

traditionnelles de Boussouma, Louda et Issaongo, des dizaines de photographies ainsi qu'une centaine d'artefacts composés notamment de caméras, d'appareils photo et de lecteurs vidéo anciens.

Une fois restaurés, numérisés et archivés, ces éléments viendront enrichir les fonds de la Cinémathèque africaine de Ouagadougou, qui conserve déjà plus de 14 000 films et autres artefacts. Au-delà de la sauvegarde des œuvres, cette campagne vise aussi à renforcer les capacités nationales en archivage, transmettre la mémoire des pionniers du cinéma africain et encourager les jeunes générations à s'approprier ce patrimoine culturel

 **Oumarou DARGA**





KEITH SHIRI

Programmateur



GUY DÉSIRÉ YAMEOGO

Scénariste



DJIA MAMBU

Critique cinéma



PEDRO PIMENTA

Producteur



JANAINA OLIVEIRA

Programmatrice



MOHAMED SAÏD OUMA

Directeur artistique



HABIBOU ZOUNGRANA

Monteuse



JACQUELINE NSIAH

Programmatrice



LINA CHABANNE

Productrice



HICHAM FALAH

Programmateur



ENOKA JULIEN AVEMBA

Programmateur



FARAH CLÉMENTINE DRAMANI-ISSIFOU

Programmatrice



Programme et actions

Cinéma burkinabè : l'ABCA et les télévisions nationales discutent

L'Agence Burkinabè de la Cinématographie et de l'Audiovisuel a réuni, le 10 février 2026 à l'Institut supérieur de l'image et du son-Studio École, les responsables des chaînes de télévision nationales autour des enjeux de production et de diffusion des œuvres cinématographiques burkinabè. Cette rencontre visait à ouvrir un dialogue direct afin d'explorer des pistes de collaboration plus structurées entre les télévisions et les acteurs du cinéma.

La rencontre a débuté par la projection du film « Un peuple debout » du réalisateur Rasmané Ouédraogo, restauré et numérisé par la Cinémathèque africaine de Ouagadougou. Cette projection a permis de mettre en lumière le riche catalogue de la Cinémathèque, qui compte plusieurs milliers d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles. Pour le directeur général de l'ABCA, Alex Moussa Sawadogo, ces contenus constituent une opportunité pour les télévisions nationales de proposer davantage de productions endogènes à leurs téléspectateurs.

À la suite de la projection, la cheffe du département Faso Films Fonds, Brigitte BALAAM/ TIENDREBEOGO, a présenté plusieurs projets soutenus par Faso Films Fonds, actuellement en développement, en production ou en post-production. À travers cette initiative, l'ABCA entend favoriser la

visibilité des œuvres burkinabè en leur ouvrant des circuits de diffusion au-delà des festivals. L'institution a également encouragé les chaînes de télévision à s'engager dans la coproduction afin de dynamiser l'industrie cinématographique nationale tout en enrichissant leurs grilles de programmes.

Les échanges avec les responsables de médias ont aussi permis d'aborder les difficultés liées à l'acquisition des droits de diffusion. Sur ce point, l'ABCA s'est voulue rassurante en affirmant son rôle d'intermédiaire et de facilitateur entre les producteurs et les télévisions. Par ailleurs, le directeur de la communication et des relations presse de l'ABCA, Yakouba Bonkougou, a sollicité l'accompagnement des chaînes pour renforcer la visibilité des actions de l'institution. Une démarche saluée par les responsables de télévisions présents à la rencontre.

 **Relwendé Frédéric ZOUNDI**



Programme et actions

Faso Films Forum : quand les masterclasses réveillent les passions du cinéma burkinabè

Au premier trimestre 2026, l'Agence burkinabè de la cinématographie et de l'audiovisuel a multiplié les cadres d'échanges et de transmission au profit des professionnels du cinéma et des étudiants de l'Institut supérieur de l'image et du son-Studio École. Entre masterclasses, projections-débats et forums, ces rencontres ont permis de rapprocher les jeunes talents des grandes figures du cinéma burkinabè.

Le premier Faso Films Forum de l'année, animé le 09 janvier 2026 par Walib Bara, a porté sur la rémunération des créateurs d'œuvres cinématographiques et les droits d'auteur dans le secteur audiovisuel. Plus tard dans la soirée, la réalisatrice Apolline Traoré a captivé les étudiants de l'ISIS-SE à travers une masterclass précédée de la projection de son film Kounandi. Aux côtés du directeur général de l'ABCA, Alex Moussa



Sawadogo, et du critique de cinéma Abraham Bayili, les échanges ont permis aux étudiants de découvrir le parcours et les réalités du métier de réalisatrice. Apolline Traoré, réalisatrice du film « Sira », Étalon d'argent au FESPACO 2023, a surtout invité les jeunes créateurs à tourner malgré les difficultés de financement.

Dans cette même dynamique, l'ISIS-SE a accueilli le 27 février 2026 le réalisateur Fabien Dao et son producteur Moustapha Sawadogo autour d'une projection-débat du film Bablinga. Les étudiants ont échangé sur l'écriture, les choix artistiques et les techniques de réalisation,

avant de découvrir un extrait du prochain long métrage du cinéaste. Pour le chef du département de l'ISIS-SE, Aimé Bado, ces rencontres constituent de véritables espaces d'inspiration et de transmission vivante pour nourrir la créativité de la relève cinématographique burkinabè.



 **Assetou DIABO**



Programme et actions

FESPACO 2027 : l'appel à films ouvert, les premières œuvres déjà enregistrées

L'ABCA a annoncé l'ouverture de la réception des films pour la 30^e édition du FESPACO au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le mardi 24 février 2026 à son siège, en présence de nombreux professionnels de l'information.

L'appel à films pour la 30^e édition est donc ouvert pour la période du 24 février 2026 au 20 septembre 2026 à 23h59, et les cinéastes peuvent soumettre leurs œuvres sur la plateforme de soumission avant sa fermeture automatique au délai fixé.

Pour l'appel de cette année, l'ABCA a intégré FASO ARZEKA à la plateforme d'inscription pour le paiement des frais d'inscription. Cette solution de paiement, sécurisée et accessible, permet de régler les frais de soumission fixés à 32 798 francs CFA.

La conférence a été coanimée par le Directeur général de l'ABCA, Alex Moussa Sawadogo, et le chef du département FESPACO, François Akouabou. Le DG de l'ABCA, qui a introduit la rencontre, est revenu sur le bilan de la 29^e édition ainsi que sur ses temps forts et ses innovations. En 2025, le FESPACO a enregistré

une participation record de festivaliers, de journalistes, mais également de films soumis et donc de la programmation.

Par ailleurs, les 12 membres du comité de sélection ont été officiellement présentés à la presse. Ces experts sont issus de onze pays du continent et de la diaspora. Leur mission sera de visionner et de sélectionner les œuvres qui composeront la programmation officielle de cette 30^e édition du FESPACO.

La 30^e édition du FESPACO s'annonce déjà comme un rendez-vous exceptionnel, avec plusieurs dizaines de films déjà soumis au moment où nous clôturons cette édition. Réalisateurs, producteurs et distributeurs sont invités à consulter les modalités et à soumettre leurs films via la plateforme de soumission : <https://fespaco.bf/inscription-des-films-2027>.

 **Relwendé Frédéric ZOUNDI**

30
FESPACO
20 - 27 MARS 2027

THÈME:
Cinémas d'Afrique et
développement
endogène



Regards croisés

« Le cinéma doit devenir une véritable industrie créatrice de richesses »

Entretien avec Boukary Ouédraogo, analyste économique

Au-delà de sa portée culturelle, le cinéma peut-il devenir un véritable moteur économique au Burkina Faso ? Quelles solutions pour sauver et relancer durablement le cinéma burkinabè ? Dans cette interview, Boukary Ouédraogo plaide pour une transformation profonde du secteur afin d'en faire une industrie structurée, compétitive et génératrice de croissance.



Au-delà de la dimension culturelle, comment renforcer la dimension économique du cinéma pour qu'il contribue réellement au PIB ?

Pour que le cinéma devienne un secteur économique à part entière, il est indispensable de passer d'une logique de création essentiellement symbolique à une logique de chaîne de valeur marchande structurée.

Le cinéma ne peut contribuer durablement au Produit intérieur brut (PIB) que si l'ensemble de ses maillons fonctionne de manière cohérente et intégrée, depuis l'écriture des scénarios jusqu'à la diffusion et à l'exploitation

commerciale des œuvres. Tant que les films seront produits sans circuits solides de distribution, sans accès durable aux salles de cinéma, aux télévisions et aux plateformes numériques, la valeur créée demeurera faible et difficilement mesurable.

Il est également nécessaire de dépasser une approche essentiellement événementielle du cinéma, souvent limitée aux festivals comme le FESPACO et à la reconnaissance artistique. Ces dimensions sont importantes pour l'image du pays, mais elles ne suffisent pas à faire du cinéma une industrie.

Le secteur doit désormais s'inscrire dans une logique industrielle fondée sur une production régulière, la viabilité économique des entreprises cinématographiques et l'intégration du cinéma dans les statistiques économiques nationales, notamment en matière d'emplois, de chiffre d'affaires et d'exportations.

Lorsqu'un film est pensé comme un produit destiné à des marchés clairement identifiés – nationaux, régionaux, africains ou diasporiques – il devient un véritable vecteur de croissance et non plus seulement une œuvre de prestige culturel. Le développement des débouchés commerciaux à travers les télévisions, les plateformes numériques et les circuits régionaux de diffusion constitue donc un levier majeur pour accroître la contribution du cinéma au PIB.

La sécurisation des revenus liés à la propriété intellectuelle représente également un enjeu



Regards croisés

central. Un cinéma économiquement rentable repose sur une gestion efficace des droits d'auteur et des droits voisins ainsi que sur une lutte crédible contre la piraterie. Sans ces mécanismes, la valeur créée par les œuvres échappe largement aux auteurs, aux producteurs et à l'économie nationale.

Que proposer concrètement au Gouvernement pour sauver et relancer le cinéma burkinabè ?

Pour sauver et relancer durablement le cinéma burkinabè, il est nécessaire d'adopter une réponse systémique et cohérente, en parfaite articulation avec les stratégies nationales de développement qui reconnaissent la culture comme un secteur porteur de croissance économique et de création d'emplois.

La première priorité consiste à mettre en place une ligne de financement du cinéma stable, lisible et pérenne, arrimée aux orientations stratégiques de la Stratégie nationale des industries culturelles et créatives (SNDICC). Cette ligne devra soutenir l'écriture, la production, la distribution et la promotion internationale des œuvres. Sans un tel dispositif, l'activité cinématographique restera dépendante d'appuis ponctuels et ne pourra atteindre la masse critique nécessaire à son industrialisation.

La relance de l'exploitation constitue également un enjeu stratégique majeur. Le développement ou la réhabilitation de salles de cinéma modernes et accessibles sur l'ensemble du territoire permettrait de recréer un véritable marché intérieur et de renforcer la consommation locale des œuvres burkinabè et africaines. Cette dynamique doit être accompagnée de mesures incitatives en faveur des exploitants privés et d'une politique de programmation favorable aux productions

nationales.

Parallèlement, le renforcement des capacités professionnelles apparaît indispensable. Il s'agit de consolider les formations dans les domaines du scénario, de la production, de la gestion et des métiers techniques afin de structurer un tissu d'entreprises cinématographiques plus solides et plus compétitives. L'objectif est de favoriser l'émergence de producteurs-entrepreneurs capables de porter des projets économiquement viables.

Le cinéma doit aussi être pleinement intégré dans la diplomatie culturelle et économique du Burkina Faso. En valorisant son rôle historique dans le cinéma africain, le pays peut se positionner comme un hub régional attractif pour les coproductions, les tournages et la circulation des œuvres.

Enfin, l'État devra miser davantage sur les séries télévisées qui s'inscrivent dans la durée sur les écrans. Elles permettent de conquérir les publics, de diffuser les narratifs du pays et de renforcer l'influence culturelle du Burkina Faso. Elles présentent également un intérêt économique direct en créant une production continue, en stabilisant l'activité des techniciens et en stimulant l'exportation des contenus audiovisuels.

En définitive, le cinéma burkinabè ne manque ni de talents ni de reconnaissance. Ce qui lui fait défaut, c'est une vision économique clairement assumée, des marchés organisés et un cadre public incitatif. Sauver le cinéma ne revient donc pas seulement à soutenir la culture, mais à investir dans une véritable industrie créatrice de richesses, d'emplois et de rayonnement international.

 **Propos recueillis par Sibila Jean KABRÉ**



Patrimoine cinématographique : l'ABCA a célébré 72 heures d'activités culturelles

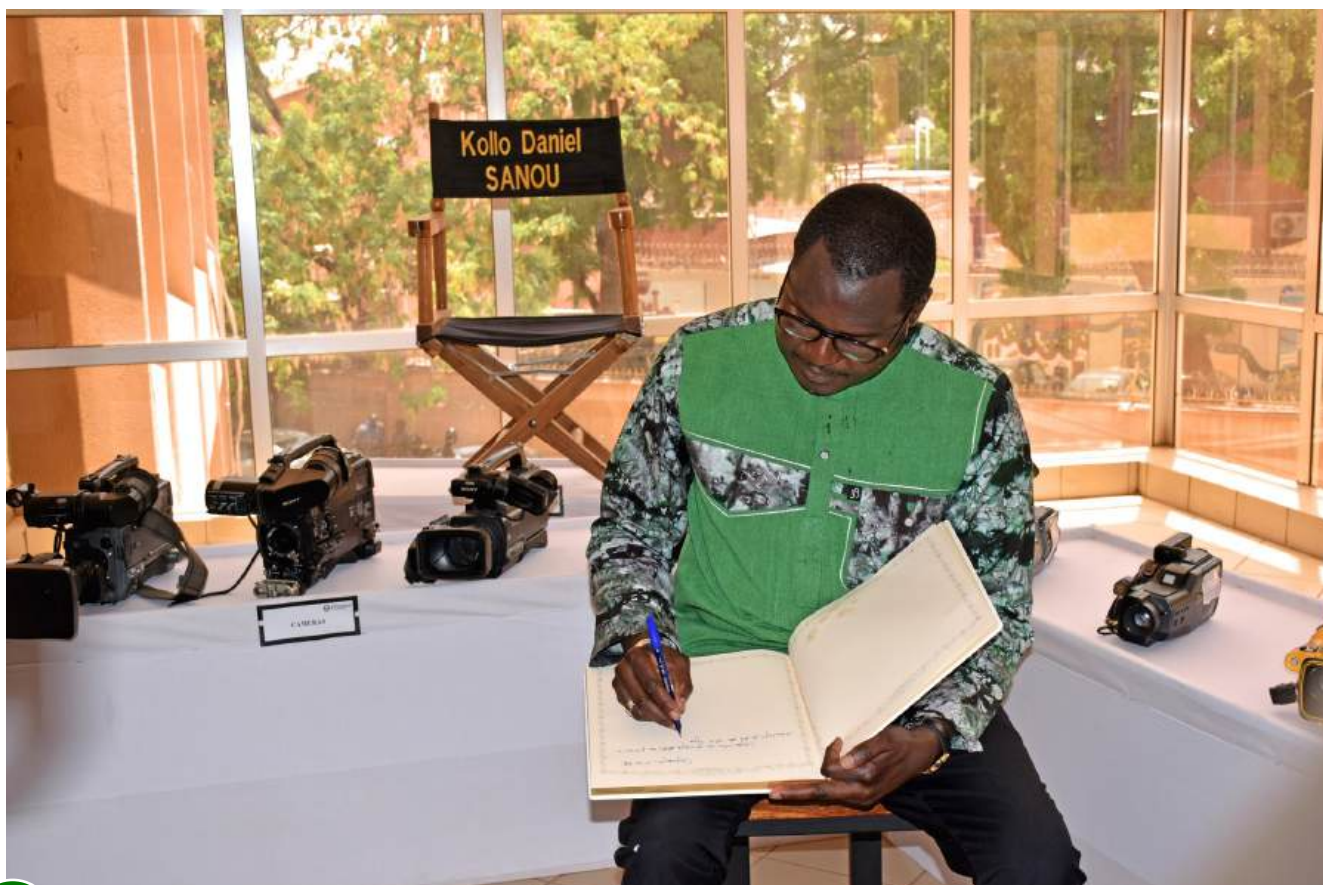
Dans le cadre de la 4e édition du Mois du patrimoine national, l'Agence Burkinabè de la Cinématographie et de l'Audiovisuel (ABCA) a organisé, du 11 au 13 mai 2026, une exposition et un colloque autour du thème : « Patrimoine cinématographique et évolution technologique ».

Le lancement officiel des activités est intervenu le 11 mai 2026 au siège de l'ABCA sous la présidence du ministre en charge de la Culture, Pingwendé Gilbert OUEDRAOGO. À cette occasion, le ministre a visité les espaces d'exposition consacrés au patrimoine filmique africain et salué la contribution du Burkina Faso au rayonnement du cinéma africain et du FESPACO.



Durant ces 72 heures, le public et les professionnels du cinéma ont pris part à plusieurs activités,

notamment des conférences, des visites guidées, une master-class sur le cinéma et les archives ainsi que des projections de films.



Programme et actions

Le cinéma burkinabè à l'assaut du monde, retour sur quelques faits marquants

Alors que le septième art burkinabè continue de se réinventer, ce premier trimestre de l'année 2026 marque un tournant décisif. Entre le leadership institutionnel au sein de l'espace AES, la consécration de figures emblématiques par des médias mondiaux comme Forbes, et l'émergence d'une relève audacieuse sur les écrans de Berlin à Montréal, le Burkina Faso confirme son statut de locomotive du cinéma africain.

L'année 2026 s'est ouverte sur une dynamique de coopération régionale. En janvier, l'Assemblée constitutive de la Confédération du Cinéma et de l'Audiovisuel de l'AES à Bamako a posé les jalons d'une industrie intégrée. Le Burkina Faso y a affirmé son leadership avec l'élection de Mamounata Nikiema à la présidence du bureau exécutif et d'Isidore Marie Alphonse Kaboré au poste de secrétaire général. En outre, Augusta Palenfo et Ibrahim Hebié sont portés à la tête de

pour vivre de Yakouba Kanou et Dans la peau de l'autre de Patindé Constant Ouédraogo, ainsi que le documentaire Djéliya, Mémoire du Mandé de Boubacar Sangaré, porteront haut le drapeau national sur la scène canadienne. Ce début d'année a également été marqué par des reconnaissances. La réalisatrice Apolline Traoré a reçu un hommage continental en étant désignée par Forbes Women Afrique parmi les 50 femmes les plus influentes de 2026. Sur le plan de la création pure, dès janvier, Cathérine Djemilatou Golo a remporté le prix « Éclat d'innovation audiovisuelle » au FESTAAF à Niamey pour le film Incomprise. En abordant des thématiques sociales fortes avec une esthétique moderne, elle prouve, aux côtés d'autres créateurs, que le cinéma burkinabè de ce premier trimestre 2026 est plus que jamais un cinéma d'impact, d'influence et d'avenir.



commissions stratégiques.

Sur le terrain des festivals, ce trimestre a été le théâtre d'une offensive médiatique remarquable. En février, la délégation burkinabè a marqué la Berlinale 2026 par une immersion pédagogique d'étudiants, soutenus par l'État. Ces futurs talents ont assisté à la première mondiale de DAO, le nouveau film d'Alain Gomis, sur lequel a œuvré le monteur prodige Dimitri Ouédraogo. Cette présence européenne s'est prolongée vers l'Amérique du Nord avec l'annonce des sélections officielles au festival Vues d'Afrique de Montréal. En avril, les courts-métrages Fuir

 **Relwendé Frédéric Zoundi**



Formation

« Cette immersion internationale a renforcé ma confiance et mes ambitions »

Entretien avec Bastien Nignan, étudiant en fin d'étude à l'ISIS-SE

Étudiant en réalisation à l'Institut supérieur de l'image et du son-Studio École, Bastien Nignan a vu ses œuvres sélectionnées dans plusieurs festivals internationaux en Israël et en Russie. À travers cette interview, il revient sur son parcours, ses expériences à l'international et les perspectives ouvertes par ces rencontres cinématographiques.



Pouvez-vous nous présenter les festivals auxquels vous avez pris part et le cadre de votre participation ?

La formule pédagogique à l'ISIS-SE veut que chaque étudiant en réalisation produise un film de 6 minutes en deuxième année, un film de 13 minutes en troisième année et un film de 26 minutes en cycle de master. C'est dans ce cadre que j'ai réalisé mon premier court-métrage de fiction, *Apparences*, en 2023, puis *Sāana, l'étranger* en 2025.

Le film *Apparences* a été sélectionné en 2024 à la 26e édition du Tel Aviv International Student Film Festival ainsi qu'à la 44e édition du Festival International du Film Étudiant de VGIK. Quant à *Sāana, l'étranger*, il a été retenu à la 45e édition du Festival International du Film Étudiant de VGIK.

Grâce à l'école, j'ai pu effectuer le déplacement

en Israël pour participer au festival qui s'est tenu du 20 au 27 août 2024. En revanche, je n'ai pas pu me rendre à Moscou cette année-là pour des raisons administratives. Plus tard, grâce à l'Agence burkinabè de la cinématographie et de l'audiovisuel, j'ai pu voyager en Russie pour prendre part à la compétition internationale du 45e Festival International du Film Étudiant de VGIK, organisé du 10 au 14 novembre à Moscou.

Quels enseignements majeurs reprenez-vous de cette expérience internationale, notamment en termes de rencontres professionnelles, d'apprentissage et d'ouverture de carrière ?

Étant le seul Africain noir présent au festival en Russie, j'ai bénéficié d'un accueil particulièrement chaleureux ainsi que d'un accompagnement constant de la part du VGIK. Cette immersion a facilité mon intégration et a permis de créer des liens solides avec des réalisateurs, producteurs, acteurs, techniciens, étudiants et membres du jury venus de plusieurs pays.

Les échanges ont été très enrichissants et ont ouvert des perspectives concrètes de collaboration, notamment dans les domaines du doublage, de la coproduction et de la distribution. Cette expérience a également offert une visibilité internationale immédiate au film *Sāana, l'étranger*, à travers un reportage télévisé russe et plusieurs contenus audiovisuels produits par le VGIK. Des discussions ont même été engagées autour



Formation

d'une possible adaptation du film en long métrage. À moyen terme, ces rencontres ouvrent la voie à des collaborations académiques avec le VGIK, à des opportunités de diffusion dans d'autres festivals ainsi qu'au renforcement des relations entre le Burkina Faso et les institutions cinématographiques russes. Elles pourraient aussi favoriser des projets de formation, de masterclasses et d'échanges d'étudiants. L'expérience en Israël a également été très marquante. J'y ai noué des amitiés fortes avec plusieurs participants avec qui les échanges se poursuivent encore aujourd'hui. L'un d'eux prévoit même de venir prochainement au Burkina Faso pour une première visite.

En quoi cette immersion à l'international a-t-elle contribué au développement de nouvelles compétences ou à l'affirmation de vos ambitions professionnelles ?

Cette immersion internationale m'a apporté davantage de sérénité ainsi qu'une confiance renforcée, aussi bien en mes capacités personnelles



qu'en la qualité de la formation reçue à l'ISIS-SE. Elle m'a permis d'aborder les thématiques de mes futurs projets avec un regard plus aiguisé, à la fois critique et engagé. Les enseignements tirés de ces expériences se refléteront certainement dans mes prochaines œuvres, que je me prépare à réaliser avec une ambition artistique et professionnelle encore plus affirmée.

 **Propos recueillis par Etienne BOUGMA**



Financements et opportunités

Faso Films Fonds 2025 : plusieurs projets soutenus par l'ABCA déjà en action sur le terrain

Les projets soutenus dans le cadre de Faso Films Fonds 2025 enregistrent des avancées significatives. Sur les cinquante-huit projets accompagnés par l'Agence Burkinabè de la Cinématographie et de l'Audiovisuel (ABCA), plusieurs ont effectivement démarré leurs activités tandis que d'autres ont déjà achevé leur exécution, traduisant ainsi une dynamique encourageante pour le cinéma et l'audiovisuel burkinabè.

Dans la catégorie Production, le long métrage documentaire Ladjï YORO Espoir mort de Jiguiya Production ainsi que le court métrage DJIBO du Studio 10M ont déjà achevé leurs tournages. Le projet La dérive des Bozos de la société IMAG'INATION a, quant à lui, finalisé la phase de repérage et se prépare au tournage. Ces avancées témoignent de

des compétences professionnelles portées par WUMDA FILM POSTPRODUCTION, du Cinévillage de Kula de l'Association Cinévillage du Burkina, du projet Artivisme pour un monde plus juste de l'Association Taafé Vision, des Ateliers de Toukin de Sentinelle Production ainsi que du Festival des identités culturelles à l'ère du village planétaire (FESTIC)



l'engagement des promoteurs à concrétiser leurs projets dans les délais prévus. L'ABCA félicite l'ensemble de ces structures pour leur dynamisme et leur professionnalisme dans la mise en œuvre des projets soutenus.

La catégorie Export se distingue également par un excellent niveau d'exécution avec plusieurs projets déjà totalement réalisés. Il s'agit notamment du programme Postproduction de haut niveau : Renforcement

de l'Association Cinéma numérique ambulante. L'ABCA adresse ses félicitations à ces structures pour les résultats déjà obtenus et invite les autres bénéficiaires dont les projets n'ont pas encore véritablement démarré à accélérer la mise en œuvre de leurs activités afin de contribuer pleinement au rayonnement du cinéma burkinabè.

 **Brigitte BALAAM / TIENDREBEOGO**



Financements et opportunités

Financement du cinéma africain : des dispositifs concrets émergent à travers le monde

Des fonds africains de plus en plus structurés

Le financement du cinéma africain connaît une mutation importante avec l'émergence de mécanismes dédiés au continent. Au Sénégal, le FOPICA (Fonds de Promotion de l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle) soutient le développement, la production et la diffusion des œuvres nationales. En Afrique du Sud, le National Film and Video Foundation (NFVF) finance les longs métrages, documentaires et animations à travers des appels à projets réguliers. En Côte d'Ivoire, le FONSIC accompagne également les productions locales.

Le Moyen-Orient devient un acteur majeur

L'Arabie saoudite s'impose désormais comme l'un des nouveaux centres du financement du cinéma africain grâce au Red Sea Fund. Ce dispositif soutient les projets africains en développement, production et postproduction. Le fonds finance les longs métrages, documentaires, animations et séries télévisées réalisés par des cinéastes africains ou arabes. Depuis 2021, plus de 280 projets ont bénéficié de plus de 15 millions de dollars de subventions.

Le Qatar joue également un rôle important avec le Doha Film Institute (DFI). Ce programme accorde des aides au développement, à la production et à la postproduction à des centaines de projets à travers le monde. Le DFI accompagne aussi les jeunes réalisateurs grâce à des laboratoires d'écriture, des formations et des plateformes de coproduction.

Les investisseurs privés misent sur les récits africains

De nouveaux fonds privés apparaissent

également pour soutenir les contenus africains à fort potentiel international. En 2025, le fonds « Next Narrative Africa » a annoncé une enveloppe de 40 millions de dollars destinée aux films, séries et contenus interactifs africains. Le dispositif prévoit des subventions allant de 20 000 à 500 000 dollars ainsi que des prises de participation pouvant atteindre 1,5 million de dollars par projet.

Les plateformes comme Netflix, Canal+ International, Amazon Prime Video ou Showmax participent aussi à cette dynamique en finançant des productions africaines via des accords de diffusion et de coproduction, notamment au Nigeria, en Afrique du Sud et au Kenya.

Afreximbank veut transformer l'industrie créative africaine

En 2025, Afreximbank a annoncé le lancement d'un Fonds africain pour le cinéma pouvant atteindre un milliard de dollars américains. Porté par le programme CANEX et le Fonds de développement des exportations en Afrique (FEDA), ce mécanisme vise à soutenir la production, la distribution et l'exportation des films africains à grande échelle.

Selon Afreximbank, ce fonds doit permettre de résoudre plusieurs difficultés structurelles du secteur, notamment le manque d'infrastructures, de salles de cinéma, d'équipements techniques et de financements adaptés. Cette initiative marque une étape majeure dans la construction d'une véritable industrie cinématographique africaine compétitive à l'échelle mondiale.

 Etienne BOUGMA





Ecouter l'info dans nos langues

Faso Films News

Magazine bimestriel de l'Agence Burkinabè de la
Cinématographie et de l'Audiovisuel (ABCA)

Éditeur

Agence Burkinabè de la Cinématographie et de l'Audiovisuel
(ABCA)

Directeur de publication

Alex Moussa SAWADOGO
DG / ABCA

Coordination éditoriale

Éric A. Wend-Pouiré SAWADOGO
SG / ABCA

Rédacteur en chef

Yakouba BONKOUNGOU
DCRP / ABCA

Rédaction

Sibila Jean KABRÉ
Oumarou DARGA
Etienne BOUGMA
Bahisimine YOUL (Traduction)

Direction artistique et maquette

Etienne BOUGMA

Adresse de la rédaction

Contact: +226 71 38 68 68

Email : office@abca.bf

Site web : www.abca.bf

Réseaux sociaux : ABCA Officiel

Mention légale

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs
auteurs.

Toute reproduction, même partielle, est interdite sans
autorisation préalable de l'ABCA.





FESPACO PRO 2027



APPEL À CANDIDATURES



DEADLINE
20 - 09 - 2026



APPEL À PROJETS



DEADLINE
30 - 09 - 2026



APPEL À PROJETS



DEADLINE
25 - 09 - 2026



APPEL À INSCRIPTIONS



DEADLINE
31 - 12 - 2026

